



AFFAIRE KARACHI: UN SCANDALE DE PLUS!

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

www.npa2009.org

Petits arrangements entre amis ?

Après l'affaire Clearstream, l'affaire Woerth-Bettencourt, le pouvoir est de nouveau plombé par l'affaire Karachi qui vire au règlement de compte au sein de la droite française. Le ministre de la Défense de l'époque (sous la présidence de Jacques Chirac), Charles Millon, vient de confirmer à la Justice qu'il y avait bien eu des « rétrocommissions » c'est-à-dire des pots-de-vin payés avec l'argent public suite à un contrat de vente d'armes entre le Pakistan et l'Etat français. Ces pots-de-vin auraient servi, en 1995, à financer la campagne électorale présidentielle de Balladur, dont Nicolas Sarkozy était le porte-parole. Mais, pire encore ces pratiques frauduleuses seraient à l'origine de l'attentat de Karachi en 2002 et auraient coûté la vie à 11 salariés de la Direction des Constructions Navales (DCN). Tout le monde est compromis dans ce nouveau scandale, de l'ancien Président au nouveau, en passant par l'ancien Premier Ministre, Dominique de Villepin.

Un système nauséabond

Cette affaire est une nouvelle démonstration du fonctionnement de l'appareil d'Etat et de ses liens avec le monde de la finance, mais aussi avec certains hommes de mains au service des élites politiques ou économiques. Un Etat au service des capitalistes et en particulier des marchands d'armes comme Dassault et Lagardère...

L'affaire Karachi met également en lumière le marché juteux des ventes d'armes. S'il est difficile d'évaluer précisément ce qu'il rapporte, il faut savoir qu'en France, en 2009, les ventes d'armes étaient en hausse de 21% par rapport à 2008. Les marchands de canon n'ont pas honte de vendre leurs productions d'armement aux pires régimes de la planète, là où les droits de l'homme sont bafoués, avec la bénédiction du pouvoir français. Il faut en finir avec ces ventes et l'industrie de l'armement et reconvertir ces activités en activités et en emplois socialement utiles et écologiquement propres.

Toujours plus illégitime

Face à cette nouvelle affaire, la justice doit pouvoir effectuer son travail en toute indépendance. Pour cela il faut lever non seulement le « secret défense » mais aussi le secret commercial et bancaire car, une fois de plus, on parle de paradis fiscaux mais aussi de sociétés écrans, points communs entre toutes les affaires qui ont éclaboussé ce gouvernement.

Le chef de l'Etat ne peut plus raconter qu'il est victime « d'une rumeur malveillante et d'allégations calomnieuses qui ne reposent sur aucun commencement de preuves ». Les faits sont là : son nom figure notamment dans des documents montrant qu'il a donné son aval à la création d'une « société écran » luxembourgeoise par laquelle transitaient les commissions.

Ce pouvoir est de plus en plus illégitime et devrait en tirer toutes les conséquences.

POUR PRENDRE CONTACT:

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Ou par mail à : ecrire@npa2009.org

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :